

**Assemblée générale**

Distr. limitée
13 décembre 2011
Français
Original: anglais

**Commission des Nations Unies
pour le droit commercial international
Groupe de travail II (Arbitrage et conciliation)
Cinquante-sixième session
New York, 6-10 février 2012**

Règlement des litiges commerciaux**Transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé
sur des traités****Commentaires des institutions arbitrales sur l'établissement d'un
lieu de conservation des informations publiées ("Registre")**

Additif

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
III. Commentaires reçus des institutions arbitrales	1-15	2
E. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)	1-15	2
F. Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI)		6



III. Commentaires reçus des institutions arbitrales

E. Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

Date: 8 décembre 2011

1. Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) fournit dans le présent document une description du coût potentiel de l'ouverture des audiences au public et de la création d'un registre dans l'arbitrage entre investisseurs et États fondé sur des traités.

2. Le CIRDI a été institué par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (la Convention du CIRDI ou la Convention). Il rassemble actuellement 147 États contractants. Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements adoptés par le Conseil administratif du CIRDI qui comprennent le Règlement administratif et financier, le Règlement de procédure relatif à l'introduction des instances, le Règlement de procédure relatif aux instances de conciliation et le Règlement de procédure relatif aux instances d'arbitrage (Règlement d'arbitrage).

3. Conformément à la Convention, le Centre fournit des services de conciliation et d'arbitrage des différends relatifs aux investissements entre des États contractants et des ressortissants d'autres États contractants. Son Conseil administratif a également adopté le Règlement du Mécanisme supplémentaire autorisant le Secrétariat du CIRDI à administrer certaines catégories de procédures entre États et ressortissants d'autres États qui sortent du champ d'application de la Convention, comme lorsqu'une des parties n'est pas un État contractant ou un ressortissant d'un État contractant (Canada ou Mexique par exemple) ou lorsque la procédure concerne des parties dont l'une au moins est un État contractant ou un ressortissant d'un État contractant et porte sur un différend qui ne découle pas directement d'un investissement, à condition que la transaction à l'origine du différend ne soit pas une opération commerciale ordinaire.

4. En outre, le CIRDI administre ponctuellement des procédures arbitrales régies par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, notamment dans le contexte de l'ALENA et de divers traités d'investissement bilatéraux.

1. Registre

5. Conformément à l'article 22-1 du Règlement administratif et financier du CIRDI (le Règlement), "[l]e Secrétaire général publie des informations appropriées sur les opérations du Centre, y compris l'enregistrement de toutes les requêtes de conciliation ou d'arbitrage, la date à laquelle chaque instance prend fin et la façon dont elle s'est terminée."

6. De même, l'article 23-1 dispose que "[l]e Secrétaire général tient, conformément aux règles qu'il établit, des Rôles des instances distincts pour les requêtes de conciliation et les requêtes d'arbitrage. Dans ces Rôles figurent tous renseignements utiles concernant l'introduction, la conduite et l'issue de chaque instance, y compris en particulier la méthode de constitution de chaque Commission, Tribunal et Comité, et sa composition. Dans le Rôle des instances

d'arbitrage figurent également, en ce qui concerne chaque sentence, tous les renseignements utiles relatifs aux demandes de décisions supplémentaires, rectification, interprétation, révision ou annulation de la sentence, et à toute suspension d'exécution."

7. Conformément aux règlements ci-dessus, le Centre a développé une pratique de publication sur son site Web d'informations pertinentes concernant les procédures d'arbitrage¹. Le Centre publie également sur son site des décisions, des sentences et parfois des communications des parties².

8. Eu égard à cette expérience, le Secrétariat de la CNUDCI a prié le Centre de fournir une estimation du coût de la création et de la maintenance d'un "système de registre" pour les arbitrages régis par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI, conformément aux débats sur la transparence du Groupe de travail II. L'objectif du registre serait de centraliser et de mettre à la disposition du public des informations sur les arbitrages régis par le Règlement de la CNUDCI en matière d'investissements. Plus précisément, le registre fournirait des informations générales sur chaque affaire (par exemple, le nom des parties, le secteur d'activité, le traité d'investissement invoqué dans le litige) et hébergerait les documents fournis aux tribunaux arbitraux ou émis par eux au cours de la procédure. En outre, chaque affaire aurait un URL unique, qui serait publié sur le site Web de la CNUDCI. S'il était l'"unique" fournisseur de registre, le CIRDI devrait publier et mettre à jour des informations sur environ 50 affaires par an. S'il était un fournisseur parmi d'autres – option également en cours d'examen – le nombre d'affaires pourrait être inférieur à 10³.

9. En principe, et à condition d'obtenir les approbations nécessaires, le CIRDI serait disposé à tenir le rôle de fournisseur de registre.

10. Le CIRDI répond maintenant aux questions posées par le Secrétariat de la CNUDCI:

- 1) *À combien estimez-vous le coût initial de la mise en place par votre organisme d'un système de registre public en ligne (adaptation de systèmes électroniques existants ou développement d'un nouveau système)?*

Le CIRDI développerait un site Web destiné au public qui hébergerait le registre en utilisant le système de gestion de contenu du site Web de la Banque mondiale. Grâce à cette plate-forme institutionnelle et à l'hébergement du site sur les serveurs du CIRDI, les coûts de développement et de fonctionnement pourraient être relativement bas. Le coût initial pourrait être réduit à quelques journées de travail d'un consultant qui aiderait à concevoir le site. Sur la base de la brève description des exigences fournies au Centre, le montant pourrait se situer entre 15 000 et 20 000 dollars des États-Unis.

¹ Voir Commentaires du CIRDI (A/CN.9/WG.II/WP.167), 8 août 2011, par. 7.

² Ibid., par. 8 à 14.

³ Lettre LA/TL 133 (3-7) CM/CE/ota du 18 octobre 2011.

- 2) *À combien estimez-vous les frais annuels de gestion du registre que votre organisme devrait supporter?*

Le coût annuel de la maintenance technique du site Web du registre serait d'environ 5 000 dollars des États-Unis. Cette estimation ne comprend pas le temps de travail nécessaire à l'administration du registre qui représenterait, selon le Centre, une partie du temps de travail d'un auxiliaire administratif et d'un juriste de son Secrétariat, en fonction des exigences spécifiques du projet et du nombre d'affaires par an. En outre, de telles dépenses de personnel pourraient être couvertes par la somme forfaitaire que le Centre demanderait pour les services de registre (voir ci-dessous).

- 3) *Comment votre organisme envisagerait-il de couvrir le coût du système?*

Conformément aux Règlements du CIRDI, les dépenses directement afférentes à la procédure CIRDI sont couvertes par les parties par prélèvement sur des fonds avancés au Centre de manière périodique. Le Centre facture également pour chaque affaire une somme forfaitaire pour couvrir les frais afférents à l'administration de la procédure. Cette somme couvre, entre autres, les services de registre, y compris la maintenance des répertoires en ligne contenant des informations sur les affaires. Pour les arbitrages régis par le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI et administrés par le Centre, y compris les arbitrages ALENA, le Centre ne fournit normalement pas de service de registre en ligne puisque les documents sur ces affaires sont généralement mis en ligne par les États parties aux litiges⁴.

S'agissant du système de registre de la CNUDCI, le CIRDI propose de demander pour chaque affaire une somme forfaitaire à payer chaque année jusqu'à la clôture du dossier.

- 4) *Si votre organisme décidait de demander des frais aux parties, à combien en estimez-vous le montant?*

Sous réserve d'un cahier des charges et d'un volume effectif plus précis des documents, le CIRDI estime qu'un montant de 1 800 à 2 000 dollars des États-Unis, à payer chaque année au Centre, couvrirait les frais d'administration du registre.

11. Les documents publiés sur le site Web du CIRDI sont généralement soumis en format pdf et émanent normalement des tribunaux. Lorsque le Centre reçoit une demande de publication des documents soumis par les parties, chacune de ces dernières lui fournit les documents en format pdf⁵.

⁴ Voir la pratique du Canada et des États-Unis, voir CNUDCI, Règlement des litiges commerciaux: Transparence dans les arbitrages entre investisseurs et États fondés sur des traités, Commentaires des Gouvernements du Canada et des États-Unis d'Amérique sur la transparence dans les arbitrages entre investisseurs et États fondés sur des traités en vertu du chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), cinquante-quatrième session, New York, (7-11 février 2011), A/CN.9/WG.II/WP.163 (7 décembre 2010).

⁵ Voir Commentaires du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), A/CN.9/WG.II/WP.167, par. 9.

2. Audiences ouvertes au public

12. L'article 32-2 du Règlement d'arbitrage du CIRDI se lit comme suit:

“Sauf si l'une des parties s'y oppose, le Tribunal, après consultation du Secrétaire général, peut permettre à des personnes, autres que les parties, leurs agents, conseillers et avocats, les témoins et experts au cours de leur déposition, et les fonctionnaires du Tribunal, d'assister aux audiences ou de les observer, en partie ou en leur totalité, sous réserve d'arrangements logistiques appropriés. Le Tribunal définit, dans de tels cas, des procédures pour la protection des informations confidentielles ou protégées.”

Une disposition similaire a été introduite à l'article 39-2 du Règlement d'arbitrage (Mécanisme supplémentaire) du CIRDI.

13. L'ouverture des audiences au public n'est possible que si des arrangements logistiques appropriés sont pris. Dans la pratique, certaines audiences, généralement dans le cadre d'affaires relevant de l'ALENA ou du CAFTA ont été soit retransmises dans une salle distincte par télévision en circuit fermé⁶ soit diffusées en temps réel sur le Web via Internet⁷.

14. Il y a donc deux façons d'ouvrir une audience au public en utilisant des services de retransmission: la retransmission par télévision en circuit fermé (dans une salle adjacente ouverte au public, où l'audience est retransmise en temps réel), et la retransmission sur le Web (diffusion en temps réel via Internet).

15. Comme demandé par les délégations et le Secrétariat de la CNUDCI, et afin de partager son expérience, le Centre a établi des estimations des prix de revient d'une audience ouverte au public. Il s'agit d'estimations a minima qui se fondent sur des exigences standard comme décrites ci-dessous. Elles renvoient à des dépenses engagées à Washington, pour des audiences de 8 heures par jour tenues dans les locaux de la Banque mondiale pendant les heures de travail. En outre, le Centre part de l'hypothèse que l'audience se tiendrait en une seule langue de procédure sans services d'interprétation et sans système de visioconférence particulier. Les estimations relatives à la retransmission sur le Web incluent également les coûts d'enregistrement en vue de la mise en ligne sur un site Web.

⁶ Voir par exemple l'affaire Methanex c. États-Unis.

⁷ Voir, par exemple, la retransmission en ligne sur le site Web du CIRDI de l'audience dans l'affaire Pac Rim Cayman LLC c. République d'El Salvador, affaire CIRDI n° ARB/09/12 – audience publique – annonce datant du 18 mai 2011. Voir plus récemment, l'annonce du 18 novembre 2011 d'une audience publique retransmise en temps réel via Internet (<http://icsid.worldbank.org>) dans l'affaire Railroad Development Corporation c. République du Guatemala (affaire CIRDI n° ARB/07/23).

Diffusion en temps réel (sur le Web)	Retransmission en circuit fermé
<u>Estimation pour un jour ouvré</u> Dispositif standard: 2 000 dollars É.-U. (somme forfaitaire) Enregistrement vidéo, services d'un technicien compris: 900 dollars É.-U. Enregistrement audio: 250 dollars É.-U. Diffusion (jour ouvré): 1 200 dollars É.-U. Enregistrement: 400 dollars É.-U. <u>Total: 4 750 dollars É.-U.</u>	<u>Estimation pour un jour ouvré</u> Dispositif standard: 2 000 dollars É.-U. (somme forfaitaire) Enregistrement vidéo, services d'un technicien compris: 900 dollars É.-U. Technicien (salle auxiliaire): 500 dollars É.-U. Enregistrement audio: 250 dollars É.-U. Services de visioconférence: 500 dollars É.-U. Services de sécurité: 300 dollars É.-U. <u>Total: 4 550 dollars É.-U.</u>
<u>Estimation pour 5 jours ouvrés</u> Dispositif standard: 2 000 dollars É.-U. Enregistrement vidéo: 900 x 5 jours: 4 500 dollars É.-U. Enregistrement audio: 250 x 5 jours: 1 250 dollars É.-U. Diffusion (jour ouvré): 1 200 x 5 jours: 6 000 dollars É.-U. Enregistrement: 400 x 5 jours: 2 000 dollars É.-U. <u>Total: 15 750 dollars É.-U.</u>	<u>Estimation pour 5 jours ouvrés</u> Dispositif standard: 2 000 dollars É.-U. Enregistrement vidéo: 900 x 5 jours: 4 500 dollars É.-U. Deuxième technicien: 500 x 5 jours: 2 500 dollars É.-U. Enregistrement audio: 250 x 5 jours: 1 250 dollars É.-U. Services de visioconférence: 500 x 5 jours: 2 500 dollars É.-U. Services de sécurité: 300 x 5 jours: 1 500 dollars É.-U. <u>Total: 14 250 dollars É.-U.</u>

F. Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI)

Réponse du Président

Date: 9 décembre 2011

À titre liminaire, je confirme qu'en principe la CCI est disposée à servir de lieu de conservation des informations destinées à être publiées conformément aux règles sur la transparence en préparation à la CNUDCI.

Plusieurs facteurs ont empêché que du temps soit consacré à la rédaction de réponses au questionnaire – principalement l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012 du nouveau Règlement d'arbitrage de la CCI.

S'agissant du questionnaire, la CCI souhaite examiner en particulier:

- Les frais afférents à l'acquisition du logiciel nécessaire;
- Les coûts de développement;
- La maintenance;
- La saisie de données et la gestion du site.

Je veillerai à ce que le questionnaire soit étudié attentivement dès que nous pourrons atteler à cette tâche les ressources humaines appropriées au sein du Secrétariat et du service informatique de la CCI.
